

Unité départementale des Alpes-maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 Toulon

Toulon, le 14/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 19/06/2024
Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALEOR (Groupe PIZZORNO)

109 rue Jean Aicard
83300 Draguignan

Références : D-UD83-2024-0421
Code AIOT : 0006402254

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement VALEOR (Groupe PIZZORNO) implanté 4 allée de Vaugrenier Parc d'activité des ferrières II 83490 Le Muy. L'inspection a été annoncée le 06/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALEOR (Groupe PIZZORNO)
- 4 allée de Vaugrenier Parc d'activité des ferrières II 83490 Le Muy
- Code AIOT : 0006402254
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

VALEOR , filiale du groupe PIZZORNO, exploite le centre de tri , transit, regroupement de déchets non dangereux , de la commune du Muy, depuis 2014. Cette installation était anciennement exploitée par la société SMA.

Ce centre est soumis aux rubriques 2714 et 2716 suivant le régime de l'enregistrement , ainsi qu'aux rubriques 2710, 2713, 2715 suivant le régime de la déclaration.

Cela signifie que l'installation peut recevoir les déchets suivant des particuliers et de collectivité

- papiers, cartons, plastiques , caoutchouc , textiles, bois
- déchet non dangereux non inertes,
- verre,
- métaux,

Le centre dispose actuellement de box, d'une halle de stockage de balles extérieure ainsi que d'un bâtiment de tri.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre des dévivi des déchets	AP de Mise en Demeure du 08/02/2024, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu aux dispositions imposées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/02/2024.

Par ailleurs, la société VALEOR a fait état de ses difficultés pour récupérer auprès de plusieurs sociétés de courtage de déchets, les documents d'accompagnement prévus à l'annexe VII du règlement Européen du 14/06/2006.

Ceux-ci doivent réglementairement être dûment complétés et signés, après admission de déchets dans les différentes installations de valorisation et retournés à l'installation expéditrice des déchets. L'inspection va donc engager des mesures auprès des sociétés de courtage incriminés pour leur rappeler leurs obligations au titre du règlement susvisé.

Un courrier sera également adressé aux collectivités ayant contractualisé directement avec les courtiers concernés pour leur rappeler leur obligation, en leur qualité de producteur initial de déchet, de disposer de l'ensemble des documents dûment complétés et signés par l'ensemble des acteurs de la chaîne de gestion des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre de suivi des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/02/2024, article 1
Thème(s) : Autre, Conformité des registres de suivi de déchets
Prescription contrôlée : 1- Conformité des registres de déchets entrants et sortants cf à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets. 2- Examen des documents d'accompagnement des déchets transférés à l'étranger (annexes VII) au titre des années 2022 et 2023 3- Examen de la liste et des coordonnées de l'ensemble des sociétés de courtage et de négoce de déchets au titre des années 2022 et 2023 4- examen des éléments de caractérisation des déchets réalisés avant les transferts de déchets vers des installations étrangères.
Constats : <u>Registre des déchets</u> Nous avons consulté le registre des déchets entrants et sortants au titre de l'année 2024. Il en ressort les observations suivantes: <ul style="list-style-type: none">Les numéros de notification et d'annexes VII sont saisis au fil de l'eau par les agents de pesée dans le registre de suivi des déchets "Satellia". Cependant, lors de la définition de la macro du registre excel de suivi, l'exploitant a oublié de les intégrer, ce qui implique qu'il doit les saisir manuellement. Le service informatique procède actuellement à la résolution de ce problème, afin que le registre excel soit rapidement complet, dans l'attente du déploiement du nouvel outil de suivi "Exploa" (*). (*) L'exploitant nous a indiqué qu'il allait déployer un nouveau logiciel de gestion globale des sites (EXPLOA) qui assure notamment le suivi et la traçabilité des déchets. Ce logiciel qui est actuellement déployé sur 2 autres sites du group, nous a été présenté par le responsable de la société de développement dudit logiciel.

Examen des documents d'accompagnement des déchets transférés à l'étranger

Lors de notre contrôle, nous avons vérifié la disponibilité des documents d'accompagnement des déchets (objet d'une non-conformité relevée lors de l'inspection précédente). L'exploitant tient désormais à jour un tableau de suivi des documents d'accompagnement par société de courtage.

L'exploitant nous a indiqué avoir pu récupérer les documents d'accompagnement des mouvements des déchets (Annexe VII) opérés en 2022 et 2023 auprès des différents courtiers, à l'exception de ceux pris en charge par les sociétés VEOLIA et sa filiale European Products Recycling (EPR).

En amont de notre inspection, l'exploitant nous a adressé son courrier du 12/02/24 mettant en demeure le groupe VEOLIA (en sa qualité de courtier) de leur adresser avant le 27/02/24 l'intégralité des documents d'accompagnement pour les transferts transfrontaliers de déchets, conformes aux exigences légales et réglementaires et dûment complétées pour la période du 01/01/22 jusqu'au jour du présent courrier.

Pour information, le groupe VEOLIA et sa filiale European Products Recycling (EPR) ont été retenus par certaines collectivités pour assurer leur mission de courtage des déchets. Ainsi VALEOR ne peut passer par un autre courtier dans le cadre des marchés passés avec les collectivités concernées.

La Direction de la valorisation des flux du groupe VEOLIA a répondu par courrier daté du 21/03/24.

Il apparaît que VEOLIA conteste le fait qu'en sa qualité d'organisateur des transferts, il lui incombe la responsabilité de collecter et de renvoyer à la société VALEOR les documents d'accompagnement (annexe VII).

Il apparaît également que la société VALEOR rencontre beaucoup de difficultés à obtenir le retour des annexes VII de la part de certains courtiers, notamment ceux qui ont contractualisé directement avec certaines collectivités. Le retour des documents complétés et signés par les installations de valorisation, à l'exception de VEOLIA et EPR, prend plusieurs mois malgré les relances régulières de VALEOR.

La pire situation concerne les déchets dont les transferts sont organisés par VEOLIA et EPR qui refusent de gérer le retour des documents auprès de VALEOR, une fois les déchets arrivés dans les diverses installations de valorisation.

A ce stade, la responsabilité de VALEOR ne peut être engagée compte tenu des tentatives de récupération des documents auprès des courtiers incriminés.

L'inspection étudie les pistes envisageables pour prendre des mesures à l'encontre de certains des courtiers. Un courrier sera également adressé aux collectivités ayant contractualisé directement avec les courtiers concernés pour leur rappeler leur obligation, en leur qualité de producteur initial de déchet, de disposer de l'ensemble des documents dûment complétés et signés par l'ensemble des acteurs de la chaîne de gestion des déchets.

Examen de la liste et des coordonnées de l'ensemble des sociétés de courtage et de négoce de déchets au titre des années 2022 et 2023

L'exploitant nous a fourni la liste des courtiers qui prennent en charge les déchets des collectivités au titre des années 2022 et 2023, ainsi que celle de 2024.

Caractérisation des déchets

L'exploitant nous a indiqué qu'il ne procédait à aucune caractérisation des déchets qui passent systématiquement par des sociétés de courtage.

ts qui passent systématiquement par des sociétés de courtage.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure